

RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES AU CONSEIL GÉNÉRAL (2020)

Depuis son rapport annuel de 2019 au Conseil général¹, le Conseil du commerce des services a tenu deux réunions formelles², le 1^{er} juillet et le 2 octobre 2020, respectivement.³ Pendant la période considérée dans le présent rapport, il a examiné les questions suivantes.

1 NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU CONSEIL AU TITRE DES ARTICLES III:3, V:7 ET VII:4 DE L'AGCS

1.1. Le Conseil du commerce des services a pris note, en tout, des notifications suivantes:

a. Notifications au titre de l'article III:3 de l'AGCS

Thaïlande	(S/C/N/971-S/C/N/979)
Union européenne	(S/C/N/981-S/C/N/985; S/C/N/1004-S/C/N/1010)
Suisse	(S/C/N/987-S/C/N/988)
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	(S/C/N/989-S/C/N/990)
Australie	(S/C/N/991)
Fédération de Russie	(S/C/N/1000-S/C/N/1002)
Ukraine	(S/C/N/1011-S/C/N/1012)
Inde	(S/C/N/1013)
Albanie	(S/C/N/1020-S/C/N/1021)

b. Notifications au titre de l'article V:7 de l'AGCS

Islande	(S/C/N/919/Add.1)
Hong Kong, Chine et Australie	(S/C/N/986)
Chine et Hong Kong, Chine	(S/C/N/264/Add.11)
Chine et Macao, Chine	(S/C/N/265/Add.11)
Union européenne et Singapour	(S/C/N/1003)
Pérou et Australie	(S/C/N/1015)
Union européenne et Viet Nam	(S/C/N/1016)
Canada, Mexique et États-Unis	(S/C/N/1017)

Les accords notifiés dans ces documents ont été soumis au Comité des accords commerciaux régionaux pour examen.

¹ Document S/C/59.

² La réunion initialement prévue pour le 24 mars 2020 n'a pas eu lieu en raison des mesures prises dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.

³ Les rapports de ces réunions figurent dans les documents S/C/M/142 et S/C/M/143, et doivent être lus conjointement avec le présent rapport.

c. Notifications au titre de l'article VII:4 de l'AGCS

Thaïlande	(S/C/N/980)
Fédération de Russie	(S/C/N/992-S/C/N/999)
Australie	(S/C/N/1014)
Albanie	(S/C/N/1018-S/C/N/1019)

1.2. À la réunion de juillet, le Conseil a pris note de la version actualisée de la note du Secrétariat dressant le bilan statistique de l'ensemble des notifications communiquées au titre des dispositions pertinentes de l'AGCS.⁴ Des Membres ont fait observer que, comme la note l'indiquait, divers pays en développement et PMA avaient présenté plus de notifications au titre de l'article III:3 de l'AGCS que la plupart des pays développés.

2 MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DE LA DÉROGATION CONCERNANT LES SERVICES POUR LES PMA

2.1. À la réunion du Conseil de juillet, le Groupe des PMA a demandé instamment aux Membres notifiants de faire savoir comment ils orientaient les fournisseurs de services des PMA afin qu'ils tirent parti des avantages découlant des préférences accordées au titre de la dérogation, et comment les services fournis par les PMA étaient consommés sur le marché national, y compris pendant la pandémie de COVID-19. Plusieurs Membres sont intervenus pour souligner l'importance de la dérogation.

2.2. À la réunion d'octobre, le Groupe des PMA a formulé des suggestions pour faire avancer la discussion sur la mise en œuvre de la dérogation. Premièrement, le Groupe a proposé que le Conseil organise un atelier virtuel pour réunir les fournisseurs de services des PMA et les consommateurs de leurs services dans les Membres donneurs de préférences. Les PMA ont demandé au Président du CCS de tenir des consultations sur l'atelier proposé, qui, à leur avis, pourraient se tenir au premier trimestre de 2021. Deuxièmement, les PMA ont informé les Membres qu'ils prévoyaient d'organiser, en novembre 2020, un webinaire sur l'incidence de la COVID-19 sur la fourniture de services par les PMA. Troisièmement, le Groupe a demandé l'assistance du Secrétariat pour la mise à jour des renseignements sur le commerce des services des PMA qui devaient être présentés à la session spécifique de 2019.

2.3. Les Membres étaient généralement disposés à discuter des suggestions du Groupe des PMA, mais en raison de leur nouveauté, ils ont demandé que des précisions supplémentaires soient fournies par écrit.

3 PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

3.1. En juillet, le Conseil du commerce des services a examiné une communication présentée par un groupe de Membres qui proposait de tenir des discussions exploratoires sur le soutien à la capacité numérique des entreprises et des consommateurs.⁵ Le document a suscité de nombreuses interventions, une quarantaine de délégations ayant pris la parole. Tous les Membres ont accueilli favorablement la communication, estimant qu'il s'agissait d'une contribution utile au Programme de travail, et de nombreuses délégations ont indiqué qu'elle témoignait de l'engagement des coauteurs envers le Programme de travail et de l'importance de poursuivre les discussions exploratoires dans le cadre du Programme.

3.2. Tous les Membres ont souligné la contribution essentielle du commerce électronique à la croissance économique et au développement, ajoutant qu'elle avait été davantage mise en relief par la pandémie de COVID-19. De nombreuses délégations ont fait part de leurs expériences et initiatives s'agissant du soutien à la capacité numérique, et plusieurs ont indiqué qu'elles contribueraient davantage aux prochaines réunions.

3.3. De nombreuses délégations ont apprécié que la communication mette l'accent sur la nécessité de réduire la fracture numérique, même si certaines ont fait valoir que le document aurait pu aborder

⁴ Document JOB(09)/10/Rev.10.

⁵ JOB/SERV/296/Rev.2 – Communication présentée par l'Australie; le Brésil; le Canada; la Colombie; Hong-Kong, Chine; le Japon; le Mexique; le Nigéria; la Norvège; la Nouvelle-Zélande; le Royaume-Uni; et Singapour.

le développement dans une optique plus large. Plusieurs Membres ont dit souhaiter que les discussions du CCS mettent plus particulièrement l'accent sur les nombreuses contraintes infrastructurelles auxquelles étaient confrontés les pays en développement et les PMA. Un Membre a fait part de ses préoccupations concernant l'initiative parallèle liée à la Déclaration conjointe sur le commerce électronique et son objectif d'élaboration de règles. Un autre Membre a souligné qu'il était important que les discussions tenues à l'OMC demeurent axées sur le commerce et a exhorté les Membres à ne pas prendre de mesures qui compromettent leur objectif de participation efficace aux marchés numériques.

3.4. La communication conjointe⁶ a de nouveau suscité de nombreuses interventions lors de la réunion du CCS d'octobre, plusieurs délégations ayant présenté des renseignements et des rapports complémentaires détaillés sur les initiatives visant à soutenir la capacité numérique des entreprises et des consommateurs. Un Membre a également décrit en détail les efforts qu'il avait déployés pour favoriser le développement du secteur des paiements électroniques.

3.5. Les Membres ont encore une fois souligné que le commerce électronique était essentiel pour favoriser la croissance économique et le développement et ont insisté sur le fait que sa contribution avait été fortement accentuée par la COVID-19. Tout en reconnaissant les avantages du commerce électronique, quelques Membres ont affirmé que les discussions sur le Programme de travail n'avaient pas suffisamment porté sur les défis importants qu'il posait. Ils ont soutenu que la prorogation du moratoire sur le commerce électronique serait préjudiciable aux pays en développement et ont réitéré leurs préoccupations concernant l'initiative parallèle liée à la Déclaration conjointe et son objectif d'élaboration de règles.

4 ACTUALISATION DE LA NOTE D'INFORMATION DU SECRÉTARIAT SUR LE MODE 4

4.1. Le Conseil a examiné ce point de l'ordre du jour à la demande de l'Inde. Aux réunions de juillet et d'octobre, l'Inde a de nouveau demandé que le Secrétariat actualise ses notes d'information sur le mode 4 et les autres modes de fourniture. Certaines délégations ont repris à leur compte la proposition de l'Inde. Cette dernière pourrait également soutenir l'élaboration par le Secrétariat d'une note supplémentaire sur les liens intermodaux.

4.2. Un Membre a indiqué qu'une note sur les liens intermodaux pourrait être utile, mais que l'actualisation des anciennes notes sur les modes n'apporterait rien, et qu'il ne pouvait donc pas appuyer la demande de l'Inde.

5 MESURES DE LA CHINE ET DU VIET NAM CONCERNANT LA CYBERSÉCURITÉ

5.1. Aux réunions de juillet et d'octobre, à la demande des États-Unis et du Japon, le Conseil a de nouveau examiné diverses mesures adoptées et en cours d'élaboration par la Chine et le Viet Nam, respectivement, en matière de cybersécurité. Les deux délégations ayant présenté la demande ont fait part de leurs préoccupations concernant divers aspects des mesures en question qui, à leur avis, pourraient être incompatibles avec les obligations de la Chine et du Viet Nam au titre de l'AGCS, et ont demandé un complément d'informations et des éclaircissements à leur sujet. Plusieurs Membres ont repris à leur compte leurs préoccupations.

5.2. En réponse, la Chine a déclaré que ses mesures avaient été élaborées de manière transparente et tenaient compte des observations des parties prenantes. La Chine a déclaré que ces mesures visaient à protéger la cybersécurité, un objectif que tous les Membres partageaient. Lors de la réunion de juillet, la Chine avait également fait part de ses préoccupations concernant une mesure des États-Unis en matière de cybersécurité.

5.3. Le Viet Nam a indiqué que son processus législatif était ouvert et transparent et que les observations des parties prenantes continueraient d'être examinées à mesure que le processus avançait.

⁶ La communication a été révisée en septembre (JOB/SERV/296/Rev.3) afin que l'Ukraine soit ajoutée à la liste des coauteurs.

6 MESURES DE L'AUSTRALIE RELATIVES À LA 5G

6.1 À la demande de la Chine, le Conseil a examiné, à ses réunions de juillet et d'octobre, les mesures relatives à la 5G prises par l'Australie. La Chine s'est dite préoccupée par le fait que les mesures en question empêchaient les entreprises chinoises de participer à des projets liés à la 5G en Australie et allaient à l'encontre des obligations de l'Australie dans le cadre de l'OMC.

6.2 En réponse, l'Australie a souligné que ses mesures relatives aux réseaux 5G étaient pleinement compatibles avec ses obligations dans le cadre de l'OMC et a ajouté que les entreprises étrangères étaient les bienvenues sur le marché australien.

7 ACCÈS AU MARCHÉ DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE POUR LES EXPLOITANTS DE SERVICE FIXE PAR SATELLITE TITULAIRES D'UNE LICENCE ÉTRANGÈRE

7.1 À la demande des États-Unis, le Conseil a examiné, à ses réunions de juillet et d'octobre, une mesure de la Fédération de Russie concernant l'accès au marché des exploitants de service fixe par satellite titulaires d'une licence étrangère. Les États-Unis ont fait part de leurs préoccupations quant au fait que la mesure en question accordait une préférence pour l'utilisation des services satellitaires russes par rapport aux services étrangers, et ont demandé des renseignements complémentaires à ce sujet. Deux autres Membres ont repris à leur compte les préoccupations des États-Unis et leur déclaration selon laquelle les mesures de la Fédération de Russie pourraient aller à l'encontre de ses obligations dans le cadre de l'OMC.

7.2 En réponse, la Fédération de Russie a donné des précisions sur sa mesure, indiquant qu'elle n'avait pas occasionné de difficulté aux fournisseurs étrangers et qu'aucun exploitant russe n'avait été empêché d'utiliser les services d'exploitants étrangers de service par satellite.

8 MANDAT DE PRÉINSTALLATION DE LOGICIELS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

8.1 À la demande des États-Unis, le Conseil a examiné, à ses réunions de juillet et d'octobre, une mesure de la Fédération de Russie concernant la préinstallation de logiciels dans des "produits techniquement complexes". Les États-Unis se sont dits préoccupés par le fait que la mesure en question pourrait aller à l'encontre des obligations de la Fédération de Russie dans le cadre de l'OMC et ont demandé des éclaircissements supplémentaires à ce sujet. Trois autres Membres ont repris à leur compte les préoccupations des États-Unis.

8.2 En réponse, la Fédération de Russie a indiqué que la mesure en question était pleinement conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Elle continuerait de dialoguer avec les parties prenantes et de tenir dûment compte de leurs points de vue.

9 MESURES DES ÉTATS-UNIS RELATIVES À CERTAINES APPLICATIONS

9.1 À la demande de la Chine, le Conseil a examiné, en octobre, une série de mesures prises par les États-Unis à l'endroit de ByteDance et des applications TikTok et WeChat. La Chine a fait part de ses préoccupations quant au fait que ces mesures étaient restrictives pour le commerce et incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'AGCS.

9.2 En réponse, les États-Unis ont déclaré que leurs mesures servaient à protéger la sécurité nationale et avaient été prises pour atténuer des risques spécifiques identifiés pour la sécurité nationale. La Chine a répondu que les États-Unis n'avaient fourni aucune preuve concrète d'atteinte à la sécurité nationale.

10 MESURES DE L'INDE RELATIVES À L'APPROBATION DES INVESTISSEMENTS ET À CERTAINES APPLICATIONS

10.1 À la demande de la Chine, le Conseil a examiné, à sa réunion d'octobre, une série de mesures de l'Inde relatives à l'approbation des investissements et à l'interdiction de l'utilisation de certaines applications. La Chine a fait part de ses préoccupations quant au fait que ces mesures étaient restrictives pour le commerce et incompatibles avec les obligations de l'Inde au titre de l'AGCS.

10.2 Après avoir fait observer qu'elle n'avait pas été informée au préalable des préoccupations spécifiques que la Chine entendait soulever, l'Inde a répondu que ses mesures étaient pleinement conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC. L'Inde a invité la Chine à réfléchir à son propre bilan, de faire preuve de transparence et de maintenir un régime commercial ouvert pour les services numériques. La Chine a répondu qu'elle n'avait pris aucune mesure générale à l'égard des services et des fournisseurs de services d'une origine donnée.

11 LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET SES IMPLICATIONS POUR LE COMMERCE DES SERVICES

11.1 Ce point avait été inscrit à l'ordre du jour de la réunion de juillet par le Président, afin que les Membres puissent procéder à des échanges de vue sur les aspects de la pandémie liés au commerce des services. De nombreuses délégations ont souligné l'importance de partager les informations et les données d'expérience pertinentes, et plusieurs ont mentionné la note d'information du Secrétariat intitulée "Le commerce des services dans le contexte de la crise liée à la COVID-19".⁷ Certains Membres ont fait référence à la série de mesures relatives au commerce des services prises dans le contexte de la COVID-19 qui avait été élaborée par le Secrétariat et ont souligné l'importance de la transparence, diverses délégations soulignant que les mesures restrictives pour le commerce prises par les Membres devaient être temporaires, proportionnées, non arbitraires et non discriminatoires.

11.2 Les transports et le tourisme ont été relevés comme comptant parmi les secteurs les plus lourdement touchés par la pandémie; il a été noté que cela avait un effet disproportionné sur les pays en développement et les PMA Membres dont les exportations de services étaient concentrées dans ces secteurs. Dans le même temps, plusieurs délégations ont fait observer que la pandémie avait entraîné une augmentation de la fourniture de services en ligne, y compris de services transfrontaliers, et avait mis en exergue la nécessité de créer des conditions propices à l'exploitation des technologies numériques. Des Membres ont néanmoins noté que la crise avait accentué davantage la nécessité urgente de remédier aux disparités en matière de connectivité numérique. Plusieurs délégations ont indiqué que les pays en développement et les PMA Membres avaient été particulièrement ébranlés par la pandémie, compte tenu des ressources financières limitées dont ils disposaient pour soutenir leurs économies.

11.3 Comme demandé lors de la réunion de juillet, le Secrétariat a présenté à la réunion d'octobre sa note d'information intitulée "Le commerce des services dans le contexte de la crise liée à la COVID-19". Plusieurs délégations ont rappelé que les mesures que les Membres prenaient dans le contexte de cette crise et qui avaient une incidence sur le commerce des services devaient avoir une durée limitée et être justifiables et non arbitraires. Certains Membres ont déclaré que la crise avait un effet asymétrique sur les pays en développement, affectant leur capacité à prendre des mesures de relance budgétaire et à réagir face à la crise sanitaire. Une délégation a souligné l'importance de la circulation transfrontalières du personnel de santé.

12 BASE DE DONNÉES SUR LES POLITIQUES RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES (I-TIP)

12.1 À la demande de la Fédération de Russie, le Secrétariat a présenté, à la réunion d'octobre, le portail I-TIP Services de la Banque mondiale et de l'OMC, en s'attardant plus particulièrement à la Base de données sur les politiques relatives au commerce des services, qui avait été lancée en janvier. Les Membres se sont déclarés satisfaits de la base de données, estimant qu'il s'agissait d'un instrument utile.

13 ÉVOLUTIONS RÉCENTES DES STATISTIQUES SUR LE COMMERCE DES SERVICES

13.1. À la réunion d'octobre du Conseil, le Secrétariat a présenté, comme chaque année, un exposé sur l'évolution récente des statistiques du commerce des services. Il a présenté des estimations préliminaires faisant état d'un repli marqué du commerce des services au premier semestre de 2020. Certains secteurs tels que les voyages et la construction avaient été particulièrement touchés par la crise liée à la COVID-19, alors que d'autres secteurs, par exemple les services des TIC, avaient enregistré de meilleurs résultats.

⁷ https://www.wto.org/french/tratop_f/covid19_f/services_report_f.pdf.

14 TRAVAUX DES ORGANES SUBSIDIAIRES

14.1. Les activités des organes subsidiaires en 2020 sont présentées dans leurs rapports respectifs, annexés comme suit au présent rapport:

- Annexe I Rapport du Comité du commerce des services financiers (S/FIN/35)
 - Annexe II Rapport du Comité des engagements spécifiques (S/CSC/26)
 - Annexe III Rapport du Groupe de travail de la réglementation intérieure (S/WPDR/24)
 - Annexe IV Rapport du Groupe de travail des règles de l'AGCS (S/WPGR/31).
-

ANNEXE I



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

S/FIN/35

27 novembre 2020

(20-8587)

Page: 7/11

**RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DU COMMERCE DES SERVICES FINANCIERS
AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2020)**

1.1. Depuis son précédent rapport annuel au Conseil du commerce des services¹, le Comité du commerce des services financiers a tenu une réunion formelle, le 14 juillet 2020.²

1.2. Le but de cette réunion était de donner suite au séminaire thématique intitulé "Technologies financières: commerce, inclusion financière et développement", organisé par le Comité les 13 et 14 juillet 2020.³ À la réunion, certains Membres ont fait part de leurs expériences respectives dans le domaine des technologies financières, tandis que d'autres ont proposé des sujets à examiner plus avant.

¹ Document [S/FIN/34](#), daté du 21 novembre 2019.

² Le rapport de la réunion formelle figure dans le document [S/FIN/M/94](#) et doit être lu conjointement avec le présent rapport.

³ Le programme révisé du séminaire a été distribué sous la cote RD/SERV/155.

ANNEXE II

ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

S/CSC/26

2 décembre 2020

(20-8687)

Page: 8/11

**RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DU COMMERCE DES ENGAGEMENTS
SPÉCIFIQUES AU CONSEIL DU COMMERCE
DES SERVICES (2020)**

1. Depuis son rapport annuel de 2019 au Conseil du commerce des services¹, le Comité des engagements spécifiques a tenu deux réunions formelles, respectivement le 1^{er} juillet 2020 et le 1^{er} octobre 2020.² Lors de ces réunions, le Comité a abordé les trois points suivants: mise en œuvre des engagements spécifiques, questions se rapportant à l'établissement des listes, et questions de classification.

1 MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

2. Ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la suite de la communication des États-Unis du 5 mars 2020.³ Les États-Unis avaient proposé que le Comité examine les engagements conditionnels figurant dans les listes AGCS en vue d'accroître la transparence des engagements. Le Comité avait tenu des discussions préliminaires sur la proposition des États-Unis. Lors de la réunion du 1^{er} octobre 2020, le Comité est convenu d'une approche étape par étape suivant laquelle le Secrétariat établirait d'abord une compilation factuelle des engagements conditionnels figurant dans les listes des Membres et le Comité examinerait ensuite les étapes suivantes de l'exercice proposé.

2 QUESTIONS SE RAPPORTANT À L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES

3. Le Comité a examiné la question des mentions "Non consolidé*" dans les listes d'engagements spécifiques au titre de l'AGCS, qui étaient généralement inscrites pour le mode 1 et qui étaient censées signifier "Non consolidé parce que techniquement irréalisable". Notant que de nombreux services pour lesquels les Membres avaient inscrit la mention "Non consolidé*" dans leurs listes devenaient négociables par suite des évolutions technologiques récentes, la Suisse a dit souhaiter que cette question soit débattue et a fait part des pratiques qu'elle avait suivies dans le cadre d'accords de libre-échange récents.

4. Le Comité a poursuivi l'examen des questions se rapportant à l'établissement des listes pour le mode 4, initialement indiquées dans une communication de la République kirghize.⁴ L'Inde a rappelé sa position sur ces questions et a dit qu'elle souhaitait toujours qu'elles fassent l'objet de discussions complémentaires.

¹ Rapport annuel du Comité des engagements spécifiques au Conseil du commerce des services (2019), figurant dans le document S/CSC/25 du 21 novembre 2019.

² Les rapports de ces réunions figurent dans les documents S/C/M/82 et S/C/M/83, et doivent être lus conjointement avec le présent rapport.

³ La communication des États-Unis figure dans le document S/CSC/W/69.

⁴ La communication de la République kirghize figure dans le document JOB/SERV/287.

3 QUESTIONS DE CLASSIFICATION

5. Le Comité n'a pas mené de discussions de fond au titre de ce point.

ANNEXE III**S/WPDR/24**

27 novembre 2020

(20-8588)

Page: 10/11

**RAPPORT ANNUEL DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA RÉGLEMENTATION
INTÉRIEURE AU CONSEIL DU COMMERCE
DES SERVICES (2020)**

1. Depuis son rapport annuel de 2019 au Conseil du commerce des services¹, le Groupe de travail de la réglementation intérieure a tenu une réunion formelle, le 3 décembre 2019.²
2. À cette réunion, les délégations de l'Inde, de l'Afrique du Sud, de Sri Lanka, de la Tunisie et du Zimbabwe ont soulevé des préoccupations concernant l'élaboration de disciplines sur la réglementation intérieure au moyen d'un document de référence de l'Initiative conjointe sur la réglementation intérieure dans le domaine des services. La déclaration liminaire de l'Inde a été distribuée à tous les Membres.³
3. Trois préoccupations ont été exprimées: premièrement, l'Initiative conjointe ne pouvait pas élaborer de disciplines au titre du mandat multilatéral énoncé à l'article VI:4 de l'AGCS. Deuxièmement, certaines dispositions figurant dans le projet de document de référence⁴ réduisaient, modifiaient ou interprétaient des obligations existantes au titre de l'AGCS, affectant par conséquent les droits et obligations de tous les Membres. L'Inde et ses coauteurs ont demandé que les disciplines du projet de document de référence soient mises en conformité avec les dispositions de l'AGCS et que toutes les références à l'article VI:4 de l'AGCS soient supprimées. Troisièmement, étant donné que les disciplines contenaient de nouvelles règles, elles pourraient uniquement être introduites suivant une procédure d'amendement conformément à l'Accord de Marrakech et requéraient le consensus de tous les Membres de l'OMC.
4. D'autres délégations ont dit ne pas partager les vues exprimées et ont souligné le caractère ouvert, transparent et inclusif du processus de négociation qui permettait à tous les Membres de participer à l'examen de tous les points et d'exprimer leurs vues et préoccupations. Certains Membres ont indiqué que les disciplines élaborées par l'Initiative conjointe ne touchaient pas au mandat multilatéral contenu dans l'article VI:4. Les dispositions négociées dans le cadre de l'Initiative conjointe amélioreraient les engagements existants et ne pouvaient pas être considérées comme un affaiblissement des engagements ou des obligations existants. Les Membres avaient le droit, à tout moment, d'améliorer leurs listes d'engagements au titre de l'AGCS. Les participants à l'Initiative conjointe ont fait part de leur volonté d'examiner attentivement les préoccupations exprimées et ont invité toutes les délégations à participer activement au processus.

¹ Rapport annuel du Groupe de travail de la réglementation intérieure (2019), [S/WPDR/23](#), daté du 21 novembre 2019.

² Le rapport de la réunion figure dans le document [S/WPDR/M/76](#), daté du 13 décembre 2019, et devrait être lu conjointement avec le rapport annuel.

³ RD/SERV/154, daté du 3 décembre 2019.

⁴ INF/SDR/W/1, daté du 4 septembre 2019.

ANNEXE IV



S/WPGR/31

27 novembre 2020

(20-8589)

Page: 11/11

**RAPPORT ANNUEL DU GROUPE DE TRAVAIL DES RÈGLES DE L'AGCS
AU CONSEIL DU COMMERCE DES SERVICES (2020)**

1. Le présent rapport a été établi conformément aux Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/105).
2. Depuis son rapport annuel de 2019 au Conseil du commerce des services¹, le Groupe de travail des règles de l'AGCS n'a tenu aucune réunion.

¹ Rapport annuel du Groupe de travail des règles de l'AGCS au Conseil du commerce des services (2019), figurant dans le document S/WPGR/30, daté du 21 novembre 2019.